

Les investissements étrangers en Amérique latine reculent de 10 ans

Image not found or type unknown

La Havane, 29 août (RHC) Au milieu de la grave crise sanitaire, économique et sociale engendrée par la pandémie de Covid-19, l'Amérique latine n'a perçu qu'environ 105 milliards 480 millions de dollars d'investissements étrangers directs (IED), le plus faible enregistré depuis 2010.

En 2020, la région a reçu environ 56 milliards de dollars de moins d'IED, soit une contraction de 34,7 pour cent par rapport à 2019, ce qui représente un record négatif en 10 ans, soit 51 pour cent de moins que le record historique négatif de 2012, selon les données de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

Depuis le second semestre de 2010, on constate une stagnation des entrées d'investissements, ce qui indique un affaiblissement de l'intérêt des entreprises pour l'installation de nouvelles capacités ou l'élargissement de leur présence dans la région, tendance aggravée par l'irruption de la pandémie, souligne la Cepal.

Le fait est que l'Amérique latine a besoin d'apports accrus de capitaux étrangers pour pouvoir progresser vers une reprise durable et que les investissements étrangers pourraient jouer un rôle positif dans ce défi, après une année qui a durement frappé les économies régionales, avec une baisse du produit intérieur brut estimée à 6,8 pour cent.

Mais il semble difficile que l'IED puisse constituer ce facteur de changement pour la reprise dans un domaine qui connaît de graves crises sanitaires, de graves répercussions sur les services et une industrie manufacturière stagnante ou en déclin ces dernières années, réfléchit la Commission dans son étude annuelle intitulée « L'investissement étranger direct en Amérique latine et dans les Caraïbes 2021 ».

Les investissements les plus durement touchés, par exemple, ont été dans les ressources naturelles avec une contraction de 47,9 pour cent par rapport à 2019, suivis par les industries manufacturières avec un recul de 37,8 et enfin le secteur des services avec une baisse de 11 pour cent.

Fait intéressant, au cours de cette période, les États-Unis ont augmenté leur part de l'IED de 27 à 37 pour cent, tandis que l'Europe a enregistré une forte baisse - de 51 à 38 pour cent -, et le flux provenant des sociétés transnationales latino-américaines s'est effondré de 73 pour cent,.

En 2020, les pays les plus favorisés en matière d'IED étaient les Bahamas, la Barbade, l'Équateur, le Paraguay et le Mexique, deuxième pays d'accueil de la région après le Brésil, qui a enregistré une chute brutale de 35,4 pour cent.

Dans un autre ordre d'idées, le texte de la Cepalc souligne que dans les relations économiques avec la Chine, il faut élaborer des politiques pour assurer des investissements du géant asiatique qui contribuent à : renforcer les capacités productives dans les pays d'accueil, établir des liens avec les fournisseurs locaux, créer des emplois et promouvoir le développement durable.

De même, la CEPALC estime que les stratégies d'investissement dans le domaine numérique doivent comporter trois dimensions : les économies connectées, numériques et numérisées.

Bien que l'IED puisse contribuer à la transformation numérique en Amérique latine, il y a lieu de penser que si l'on ne tient pas compte des caractéristiques structurelles des économies, la numérisation pourrait creuser les écarts existants et engendrer davantage d'exclusion et d'inégalité de distribution.

Pour la CEPALC, la promotion de la durabilité régionale doit passer par huit secteurs stratégiques : la transition vers les énergies renouvelables; l'électromobilité durable dans les villes; la révolution numérique inclusive; l'industrie manufacturière de la santé; la bio-économie ; les économies de soin et circulaire ; ainsi que le tourisme durable.

Source Prensa Latina



Radio Habana Cuba